Sécurité, agressions, voie publique : la France et son SEUL vrai problème

Qui pratique l'art de gouverner sait cela par cœur : le gouvernant affronte d'usage une nuée de problèmes, mais pas de même ampleur. En un temps donné, la configuration normale est celle-ci : un gros, voire un crucial problème ; autour, une masse de soucis mineurs, d'ailleurs plus ou moins liés à celui qui surplombe.

En France, c'est le cas aujourd'hui pour l'insécurité dite "de voie publique" qui inquiète et exaspère les Français. On a bien sûr d'autres formes criminelles : financière, touchant à l'environnement, etc., mais abordons ici le sujet principal : la sécurité au quotidien.

Quel est donc ici ce massif problème, que les successifs ministères de la Ve République n'ont su résoudre ? Problème d'allure si terrible qu'à l'entrevoir, nos dirigeants, le président Macron en tête, perdent tout courage et renoncent à l'idée même de l'affronter. Ce, malgré nos 150 000 policiers et 100 000 gendarmes, et le fait que ces zones problématiques occupent sans doute moins de 3% de la métropole ? Ce problème, cernons-le précisément sous forme de questions - brûlantes mais à ce jour, sans réponse politique :

- **Sur quels territoires** les coups et blessures volontaires, vols violents, cambriolages, vols de véhicules, braquages et homicides, sont-ils *toujours* de deux à trois fois plus nombreux que partout ailleurs, y-compris même dans les villes où ces quartiers sont implantés ?
- **Où se produisent en France la plupart des agressions** et guet-apens visant les forces de l'ordre, pompiers, etc. (caillassages, tirs de mortiers...) ; de plus, où ont été blessés (en service) la plupart des 5 000 policiers (plus gendarmes, pompiers) agressés de 2010 à 2020 ?
- En France, où les véhicules et deux-roues sont-ils vandalisés, incendiés, etc. ?
- **En France, où se trouvent la plupart des 4 000 points de vente de stupéfiants**, et la quasi-totalité des 990 supermarchés de la drogue de l'Île-de-France ? (selon l'Intérieur : 88 à Paris, 447 dans la petite couronne, 453 dans la grande couronne) ?
- En France, où les **dispositifs de vidéosurveillance** sont-ils au quotidien, abattus, sabotés, etc., et par qui ?
- En France, où se produisent **la quasi-totalité des lynchages** entre bandits juvéniles, mortels règlements de comptes entre gangsters, etc. ? Et où se livrent ces guerres de gangs opposant d'usage des "jeunes" issus de l'immigration ?
- En France, où se réfugie le gros de la **criminalité étrangère**, dont les narcotrafiants et ces meutes de faux "mineurs étrangers isolés", en réalité de violents prédateurs ?

Réponse (évidente) : dans les coupe-gorge, aimablement appelées "zones de sécurité prioritaire", "quartiers de reconquête républicaine" ou "territoires de la politique de la ville". Reconquérir et pacifier ces secteurs, c'est abolir d'un coup 90% des problèmes plus haut évoqués.

Pourquoi n'est-ce pas fait ? Pourquoi M. Darmanin et ses devanciers tournent-ils autour du pot, simulent la répression et se bornent-ils à un *showbiz* factice?

Premiers coupables, ces anarchistes et héritiers des médecins de Molière grimés en sociologues, affirmant contre toute réalité qu'il n'existe pas de bandes criminelles dans les banlieues, mais d'innocents angelots subissant exclusion et racisme. 39% des habitants de Seine-Saint-Denis affirment "souffrir des agissements des bandes ?" Ils délirent : ainsi en ont décrété ces anarchistes, qui sont à l'authentique sociologie ce que M. Olivier Duhamel est au droit public.

Là-dessus, la lâcheté politique de dirigeants hypnotisés par leurs conseillers en communication ; ni plus ni moins que jadis, d'exotiques tyrans par leurs sorciers ou devins.

Résultat : des drames au quotidien. Le dernier, celui de Yuriy - un parmi tant d'autres.

*** Fact-checkers ! Tous les chiffres et données sont à disposition sur demande. ■